

La situation de l'économie française en 2013

Jeudi 15 mai 2014

L'INSEE a dévoilé ce matin les comptes de la Nation pour l'année 2013, ainsi que les résultats pour le premier trimestre 2014¹. Le présent flash en résume les principales informations.

1. Une demande intérieure légèrement moins atone qu'en 2012...

Après avoir légèrement progressé en 2012 (+ 0,3 %), le **produit intérieur brut** (PIB) a également crû de façon **modeste** en 2013 (+ **0,3 %**). Cette évolution s'explique par une contribution positive de la demande intérieure (+ 0,4 %) et du commerce extérieur (+ 0,1 %), alors que celle de la variation de stocks a été négative (- 0,2 %). Suite à son recul historique en 2012, la consommation des ménages a faiblement augmenté en 2013 (+ 0,2 %), alors que les dépenses de consommation des administrations ont progressé plus fortement (+ 2,0 %). En revanche, l'investissement des ménages et des entreprises a reculé l'an passé (- 1,0 %) et son niveau reste inférieur de 5 % à celui de 2007, avant la crise financière. S'agissant du commerce extérieur, la contribution légèrement positive résulte d'une progression plus rapide des exportations par rapport aux importations (+ 2,2 % contre + 1,7 %), les premières étant tirées par une évolution plus dynamique du commerce international, les secondes se redressant grâce au léger rebond de la demande intérieure.

Après son recul en 2012, le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut des ménages s'est **stabilisé** en 2013 grâce à la désinflation constatée dans le domaine de l'énergie, des loyers et de certains produits alimentaires. Le revenu des ménages a une fois de plus été soutenu par les prestations sociales en espèces et, dans une moindre mesure, par les revenus d'activité (ralentissement du salaire moyen) et du patrimoine, alors que les impôts courants ont encore pesé sur la situation financière des ménages. Il est à noter que, du point de vue du pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation), un nouveau repli a été observé (- 0,6 %, après - 1,5 % en 2012).

Par ailleurs, l'INSEE annonce un **déficit public** de **4,2 % du PIB en 2013** (voir flash éco du 31 mars), soit un redressement de 0,6 point de PIB par rapport à 2012, la **dette** s'établissant à **91,8 %** de la richesse nationale. Enfin, la Nation² a affiché en 2013 un besoin de financement de près de 42Md€.

2. ... des entreprises toujours en difficulté

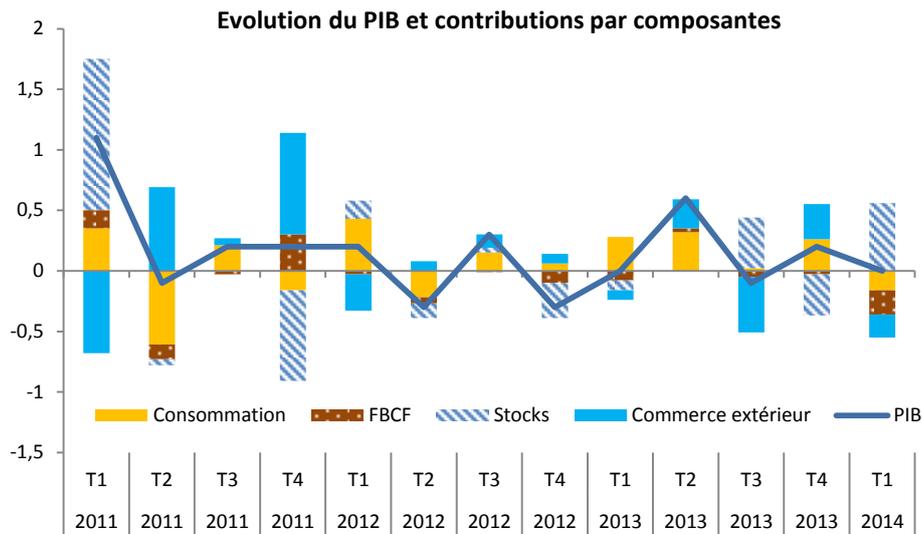
Parmi les facteurs expliquant la quasi-stagnation de l'économie française l'an dernier, les **mauvais résultats des entreprises** reflétés par la plupart des indicateurs jouent un rôle important. A 29,7 % (soit - 0,9 point par rapport à 2012), le **taux de marge** des sociétés non financières (SNF) atteint un nouveau creux inconnu depuis le milieu des années 80. La baisse du ratio tient à une nouvelle baisse de l'excédent brut d'exploitation (- 2,6 %) alors que la valeur ajoutée (+ 0,3 %) a progressé moins vite que la rémunération des salariés des SNF. S'agissant des **prélèvements obligatoires**, l'INSEE note la progression des impôts sur la production acquittés par les SNF (+ 5,6 %) avec, en particulier, les effets en années pleine du relèvement de 8 % à 20 % du forfait social décidé à compter d'août 2012. **L'accélération de l'impôt sur les sociétés** est également soulignée (+ 10,1 %, contre + 0,5 % en 2012) en raison de la mise en œuvre des mesures décidées (notamment la limitation de la déductibilité des charges financières et de l'imputation des déficits, la réforme du cinquième acompte, la nouvelle contribution additionnelle portant sur les montants distribués). Si le solde des revenus financiers des SNF est plus favorable qu'en 2012, leur épargne a reculé à nouveau, tout comme leurs investissements, d'où une baisse du taux d'autofinancement (épargne/investissement).

¹ Les chiffres présentés dans ce flash tiennent compte du « changement de base » de l'INSEE (voir flash éco du 17 avril).

² Au sens de la comptabilité nationale, cinq grands secteurs institutionnels composent l'économie nationale : les sociétés non financières (SNF), les sociétés financières (SF), les administrations publiques (APU), les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

3. Les premiers résultats pour 2014 : timide « reprise »

Selon l'INSEE, le PIB de la France aurait **stagné** au premier trimestre (T1) par rapport au trimestre précédent³, après + 0,2 % au T4 2013. Ce résultat s'expliquerait par une contribution négative de la demande intérieure hors stocks (- 0,4 %) et du commerce extérieur (- 0,2 %), contrebalancée par une variation des stocks positive (+ 0,6 %). Après un T4 2013 relativement dynamique, la consommation des ménages aurait subi le contrecoup de certaines mesures (hausse des taux de TVA, durcissement du malus automobile) ainsi qu'un climat plus doux entraînant une baisse de la consommation d'énergie. De la même façon, après un T4 plutôt favorable, **l'investissement serait reparti à la baisse** au T1 2014. En matière de commerce extérieur, les importations auraient progressé plus rapidement que les exportations (+ 1,0 % contre + 0,3 %). Au total, l'acquis de croissance pour l'année 2014 est de + 0,3 % (la prévision du programme de stabilité pour l'année est de + 1,0 %).



Source : Afep à partir d'INSEE.

A l'instar de la plupart des autres pays européens, l'année 2013 aura été seulement « moins mauvaise » que la précédente grâce à une progression, limitée, de la demande intérieure. Toutefois, la croissance économique a été handicapée par l'importance de l'ajustement budgétaire réalisé principalement au travers de hausses de prélèvements (+ 30Md€ prévus initialement en tenant compte de l'ensemble des mesures ayant un impact sur l'année) qui ont pesé sur les entreprises et les ménages. Pour les premières, certains indicateurs semblent plus dégradés encore qu'en 2012, avec un niveau de marge historiquement faible pour les sociétés non financières qui pénalise l'investissement productif. Pour les seconds, le léger rebond du pouvoir d'achat tient avant tout à la désinflation prononcée observée en 2013, plus marquée que la décélération des salaires. Pour l'année en cours, le chiffre du premier trimestre conforte l'idée d'une reprise très progressive au cours de laquelle la croissance atteindra au plus 1 %, soit un taux insuffisant pour faire reculer le chômage. Si les aléas économiques et géopolitiques, qui demeurent nombreux à ce stade, n'emportent pas de conséquences négatives pour l'activité, 2014 pourrait être une année de transition vers une croissance plus forte à compter de 2015-2016. Toute la question est de savoir si cette dernière sera molle (en-dessous du taux de la croissance potentielle, soit environ 1,5 %) ou plus dynamique (2 % ou plus) alors que l'écart de production (« output gap ») demeure élevé. Cela dépendra à la fois de la conjoncture internationale, de l'impact économique de la nouvelle consolidation budgétaire, axée sur des économies en dépenses, et du « pacte de responsabilité et de solidarité », qui doit stimuler l'offre.

³ Attention, il s'agit là de premiers résultats susceptibles d'être révisés par la suite en raison d'opérations de calage entre les comptes trimestriels et les comptes annuels. Celles-ci peuvent avoir pour conséquence de réviser les chiffres présentés de quelques dixièmes. Ainsi, l'INSEE a révisé à la baisse son estimation du quatrième trimestre 2013 (de + 0,3 % à + 0,2 %).